

AGRESCAB

*Cité Administrative
Rue Jules Ferry
33090 Bordeaux Cedex*

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2023

AGRESCAB

*Cité Administrative
Rue Jules Ferry
33090 Bordeaux Cedex*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGRESCAB relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Les ressources de l'association proviennent de subventions publiques et de prestations de service « repas ».

Nos travaux ont consisté à :

- Contrôler l'application de la permanence des méthodes,
- S'assurer du respect du principe de rattachement de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Haillan, le 9 septembre 2024

Le commissaire aux comptes
Dupouy

Représenté par :



Olivier CONTOU

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	366 702	307 885	58 816	45 189
Autres immobilisations corporelles	200 574	178 257	22 316	26 641
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I	567 275	486 143	81 133	71 831
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	4 494		4 494	536
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	595 711		595 711	269 795
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	315 835		315 835	570 783
Charges constatées d'avance	1 522		1 522	1 953
Total II	917 562		917 562	843 066
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 484 837	486 143	998 694	914 896

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	157 611	157 717
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	157 611	157 717
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	11 223	-106
Situation nette (sous-total)	168 835	157 611
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	89 496	80 194
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	258 331	237 805
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses	204	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	68 937	65 905
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	671 002	605 182
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	221	6 004
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
Total IV	740 363	677 091
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	998 694	914 896

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 316	1 226
Ventes de biens et de services	468 339	375 912
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	468 339	375 912
Produits de tiers financeurs	1 162 582	895 242
Concours publics et subventions d'exploitation	1 162 582	895 242
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	516	3 133
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	341	16
Total I	1 633 095	1 275 528
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	1 028 809	826 593
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	597 830	315 541
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		713
Salaires et traitements		95 309
Charges sociales	620	38 846
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	18 363	23 201
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		252
Total II	1 645 622	1 300 454
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-12 528	-24 926
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	5 388	1 619
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
Total III	5 388	1 619
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	5 388	1 619
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-7 139	-23 307
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge	18 363	23 201
Total V	18 363	23 201

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	18 363	23 201
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 656 845	1 300 348
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	1 645 622	1 300 454
EXCEDENT OU DEFICIT	11 223	-106
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	6 008	1 583
TOTAL	6 008	1 583
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	6 008	1 583
TOTAL	6 008	1 583

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

ASSOCIATION AGRESCAB

2023

Annexe

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : AGRESCAB

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 998 694 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 11 223 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association AGRESCAB a pour objet social la gestion du restaurant interadministratif (RIA) de la Cité Administrative de Bordeaux.

Dans ce cadre, les administrations adhérentes actent que l'association propose une restauration le midi de chaque jour ouvrable de l'année au profit de ses membres.

A l'exclusion d certains boissons alcoolisées, le restaurant pourra également mettre à leur disposition des plats et repas à emporter, des collations, des boissons chaudes ou froides, ou permettre d'organiser dans ses locaux toute manifestation de promotions, décorations, départs à la retraite, arbre de Noël, ...

Les réunions à caractère commercial, politique ou religieux y sont interdites.

Le siège social est situé dans les locaux du restaurant rue Jules Ferry à Bordeaux.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	542 591	27 665	2 980	567 275
Immobilisations financières				
Total	542 591	27 665	2 980	567 275
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	470 761	18 363	2 980	486 143
Immobilisations financières				
Total	470 761	18 363	2 980	486 143
ACTIF NET	71 831			81 133

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		27 665		27 665
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		27 665		27 665
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service		2 980		2 980
Diminutions de l'exercice		2 980		2 980

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Immobilisations corporelles

Conformément à la convention de fonctionnement conclue entre l'association et les administrations, les immobilisations sont à la charge des administrations de tutelle.

Ces installations et matériels appartiennent à l'Etat et sont inaliénables.

Elles sont valorisées au 31/12/2023 à 426 796,56€ pour un total d'immobilisations de 567 275,36€.

Les immobilisations restantes pour 140 478,80€ sont très anciennes et aucun document n'a pu démontrer si elles avaient été financées par les administrations ou directement par l'association.

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 601 727 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 494	4 494	
Autres	595 711	595 711	
Charges constatées d'avance	1 522	1 522	
Total	601 727	601 727	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	157 717	-106			157 611
Report à Nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	-106	106	11 223		11 223
Situation nette	157 611		11 223		168 835
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	80 194		27 665	18 363	89 496
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	237 805		38 888	18 363	258 331

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Dettes

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 671 426 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	204			204
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	671 002	671 002		
Dettes fiscales et sociales	221	221		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	671 426	671 222		204
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACT A RECEVOIR	320 803
Total	320 803

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	1 522		
Total	1 522		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 6 512 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Les subventions à recevoir s'élèvent à 577 591€ au 31/12/2023.

L'association bénéficie de subventions d'exploitation qui peuvent être distinguées selon 2 catégories :

- Les subventions de fonctionnement

Elles sont constatées en fonction des appels de fonds émis par l'association.

Elles sont comptabilisées TTC.

- Les subventions de repas

Elles sont constatées en fonction des bordereaux de caisse et sont directement liées au prix de repas servis par l'association.

Il s'agit donc de subventions dites "complément de prix" soumises à TVA.

Elles sont donc comptabilisées HT.

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		1 162 582				1 162 582
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement		18 363				18 363
						1 180 945

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	6 008	1 583
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total	6 008	1 583
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	6 008	1 583
Total	6 008	1 583

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes